

RAPPORT GÉNÉRAL

DE LA 13^{èME} RÉUNION ANNUELLE DU PARTENARIAT DE OUAGADOUGOU







INTRODUCTION

La Réunion Annuelle du Partenariat de Ouagadougou (RAPO) 2024, tenue en format hybride du 3 au 5 décembre 2024 au Sénégal a rassemblé une centaine de participants en présentiel et 578 en ligne.

Cette année, la RAPO a mis le focus sur les réelles avancées des pays et leçons apprises en termes d'interventions pour l'atteinte des objectifs du Partenariat de Ouagadougou (PO). L'objectif était de favoriser l'échange de connaissances et d'expériences entre les participants, discuter des défis et des opportunités actuels et renforcer la synergie d'actions entre les pays et les acteurs.

Ce rapport présente les moments forts de la réunion, les principales conclusions des sessions et les perspectives d'avenir pour le PO.

À PROPOS DE LA RAPO 2024

Format hybride et interactif:

La RAPO 2024 a adopté un format hybride et réduit pour répondre aux besoins des participants, permettant une interaction à la fois physique et virtuelle. Un moment phare pour lequel l'Unité de Coordination du Partenariat de Ouagadougou (UCPO) a créé un cadre permettant d'approfondir les partages d'expériences entre les pays et acteurs des Droits en Santé Sexuelle et Reproductive/Planification Familiale (DSSR/PF); l'objectif étant de faciliter l'apprentissage entre les acteurs et un succès régional.



Focus sur les pays :

L'accent a été mis sur les échanges avec et autour des pays, mettant en avant les progrès, les leçons apprises et les défis rencontrés dans la mise en œuvre des interventions autour de la Santé de la Reproduction/Planification Familiale (SR/PF) pour atteindre les objectifs du PO. Chaque pays a exposé ses expériences, succès et défis compte tenu des spécificités nationales et de l'élan régional du PO.

Présentation des progrès :

Cette session est l'incontournable des RAPO. Elle présente les progrès annuels des pays en termes de nouvelles utilisatrices additionnelles et d'autres indicateurs suivis pour la réalisation de l'objectif 2030 du PO. Sur la base des données analysées par Track20 et approuvées au niveau national, les progrès fournis au niveau des différents pays ont été partagés par la directrice de l'UCPO et soumis aux échanges. La communauté du PO a tenu à féliciter la Guinée et le Togo à travers leur ministère de la santé et leur direction santé mère-enfant en particulier, pour avoir dépassé leur objectif annuel pour la première fois depuis l'avènement du PO.

Renforcement de la synergie :

La RAPO 2024 a contribué à renforcer la synergie d'actions entre les pays et les acteurs impliqués dans la planification familiale. Au-delà des sessions, cet événement continue de servir de plateforme de réseautage, de connexion et de collaboration des acteurs et des organisations seniors et jeunes de la SR/PF au niveau national autant que régional.

LE PO, 13 ANS APRÈS...



Treize ans après sa création, le PO a connu une évolution significative. Les résultats, initialement timides, se sont progressivement améliorés en termes d'indicateurs sur la santé maternelle et infantile et l'utilisation de la PF avec les Plans d'Actions Nationaux Budgétisés (PANB). La directrice de l'UCPO, compare cette progression à une course : un départ lent suivi d'une accélération constante. L'atteinte des objectifs nécessite désormais de maintenir cette vitesse de croisière jusqu'en 2030.

"Le PO est semblable à l'athlétisme où course de vitesse et course de fond se sont altérnés. La course de vitesse était le lancement du partenariat et à partir de 2021 on a commencé une course de fond. Il est nécessaire de revenir à la course de vitesse pour réaliser les objectifs 2030."

Marie Ba,

Directrice de l'UCPO

Pour moi, le PO représente une activité artistique parce qu'il y a à chaque fois une continuité, des innovations mais surtout la force de mobiliser les acteurs communautaires.

C'est vraiment quelque chose!"

Seniya Yarahallah,

Point Focal Société Civile - Mauritanie





Je comparerais le PO à un championnat de football parce que ça se joue sur la durée. Ce n'est pas un seul match qui fait gagner le championnat. Il faut être endurant, gagner match par match. Football parce que c'est un sport collectif mais nourri par des talents individuels."

Dr Thierry Lawalé

Directeur de la Protection de la Mère et de l'Enfant et des Soins Obstétricaux et Infirmiers - Bénin

REMERCIEMENTS

L'Unité de Coordination du Partenariat de Ouagadougou exprime ses sincères remerciements au Ministère de la Santé et de l'Action Sociale du Sénégal à travers la Direction Santé Mère-Enfant pour avoir accueilli cette 13ème édition de la RAPO. Notre profonde gratitude va également à l'endroit de toute la communauté du PO, les partenaires techniques et financiers, les organisations de la société civile (OSC), les leader religieux et les jeunes pour leur engagement croissant pour l'accès et l'utilisation des services de SR/PF pour tous et en tout contexte.

Cette année, le focus mis sur le partage entre les pays avait toute sa pertinence. Ce partage aura permis de célébrer les succès de chaque pays, reconnaître les défis persistants notamment ceux en commun, et les pistes à explorer pour les relever. Cet élan de la communauté réconforte l'UCPO dans son rôle et l'encourage à redoubler d'efforts pour rassembler les acteurs, faciliter la mobilisation des ressources nécessaires aux pays pour la réalisation de leurs objectifs respectifs.



CHIFFRES SUR LES PROGRÈS DE DSSR/PF

Comme à l'accoutumée, les progrès du PO en matière de PF ont été présentés par la directrice de l'UCPO. En 2024, les pays ont enregistré 433 000 utilisatrices additionnelles. Ce chiffre porte le total d'utilisatrices de méthodes modernes de contraception à environ 7,6 millions ; l'objectif visé en 2030 étant 13 millions d'utilisatrices. Si la tendance actuelle se poursuit, le PO devrait atteindre 10,2 millions d'utilisatrices d'ici 2030, soit en deçà de l'objectif initial. Ce chiffre nous appelle tous à redoubler d'efforts et augmenter notre efficience.

Résultats globaux :

Entre juin 2023 et juillet 2024, près de

433 000
utilisatrices additionnelles
de méthodes contraceptives
ont été enregistrées.

Performance par pays:

- Burkina Faso, Mali et Guinée ont dépassé leur objectif.
- Côte d'Ivoire et Togo ont atteint 90% de leur objectif.
- Bénin, Mauritanie et Sénégal ont un niveau de réalisation de leur objectif compris entre 70% et 75% et le Niger est à 40%.

Tendances d'utilisation des contraceptifs entre 2011 et 2024 :

- Le taux de prévalence à augmenter en moyenne de 0,6% de point chaque année (11% à 19%).
- Les besoins non satisfaits continuent de diminuer lentement (24% à 18%).
- La demande satisfaite avec une demande moderne est en constante augmentation depuis 2011 et dépasse maintenant les 50%.
- La croissance du TPCm est d'environ un demi-point par an dans la plupart des pays, de plus d'un point au Burkina Faso et en stagnation au Niger.

Le taux de prévalence contraceptive moderne (TPCm) a augmenté de pourcentage chaque année. Les besoins non satisfaits en matière de contraception continuent de diminuer, tandis que la demande satisfaite avec une méthode moderne est en constante augmentation.



RÉSUMÉ DES SESSIONS

Directrices/Directeurs Nationaux : Et si...?







Sessions
interactives,
centrées sur les
pays faisant un tour
d'horizon sur les
succès, facteurs
de succès, défis et
solutions proposées.

La mobilisation des ressources :

L'exploration de solutions innovantes, notamment la mobilisation des ressources domestiques et du secteur privé ont été évoquées. Les pays ont présenté plusieurs exemples en la matière. Le Sénégal explore la mobilisation des ressources domestiques et du secteur privé via la Responsabilité Sociétale d'Entreprise (RSE) pour pallier le manque de financement. Le Mali est dans un processus de mobilisation des ressources du secteur privé en collaboration avec le patronat. La Mauritanie a alloué une ligne budgétaire de 100 000 dollars annuels pour la PF jusqu'en 2026. Enfin, le Bénin a informé disposer des ressources financières nécessaires pour la mise à l'échelle des pratiques ayant fait leur preuve notamment les solutions endogènes identifiées à travers la recherche conduite par le LASDEL dans le cadre de l'agenda recherche du PO.







La collaboration régionale :

Lors de cet événement annuel, les parties prenantes de la PF ont magnifié une fois de plus, l'importance du partage d'expériences et de la collaboration entre les pays du PO pour identifier les obstacles et coconstruire des solutions durables. Embarquer dans une même dynamique d'atteinte des objectifs du mouvement en 2030, s'appuyer mutuellement sur l'expérience pratique des uns et des autres est plus que nécessaire.



L'innovation:

Les pays ont abordé ce point avec un accent mis sur l'identification et la promotion d'approches novatrices pour améliorer l'accès aux services de PF. D'un pays à un autre, de nouvelles approches ont été utilisées et des stratégies innovantes développées.



La recherche:

Les décideurs et les représentants des instituts sont revenus sur les recherches soutenues par l'Agenda Recherche du PO en explorant les opportunités d'utilisation des résultats dans le changement politique et programmatique. L'importance de la collaboration avec les chercheurs et de l'adaptation des solutions aux réalités socioculturelles a été particulièrement mise en exergue par le Bénin. La Guinée s'est déjà appropriée les résultats de ces recherches notamment pour alimenter un processus de mise en place d'une politique de gratuité en collaboration avec la société civile.



Succès, facteurs de réussites et défis dans nos pays

À l'issue des sessions de partage d'expériences, une panoplie de défis, potentielles solutions, succès et recommandations, la plupart commune aux différents pays, a été partagée.



Il est ressorti que les pays du PO sont confrontés à des difficultés d'accès aux soins, aux besoins spécifiques des populations vulnérables, mais aussi à l'adaptation des programmes de SR/PF en contexte de crise humanitaire.

Le Sénégal a évoqué la rétention des données sanitaires, le besoin de mobiliser des financements domestiques et privés, et les défis liés à l'accueil des jeunes dans les structures de santé, avec des efforts en cours pour améliorer la qualité des services. La loi SR est mise à jour pour inclure des articles clés, notamment sur l'accès aux services.

En Mauritanie, les engagements FP2030 sont en cours, mais le financement et le manque d'agents de santé communautaires posent problème. Des efforts sont faits pour former et motiver les relais communautaires malgré des limites budgétaires.

Au Bénin, l'accent a été mis sur l'importance des solutions endogènes développées à partir des réalités locales. Ces solutions, bien que variées et pouvant être adaptées aux contextes spécifiques, nécessitent une vulgarisation et une mise à l'échelle pour maximiser leur impact.

Quant au Burkina Faso, au Mali et au Niger, ils ont soulevé plusieurs problématiques et solutions. Pour le Burkina Faso, bien que la gratuité des soins de PF ait été adoptée avec un décret et un financement en recherche, l'accent a été mis sur le suivi, la communication auprès des bénéficiaires et la disponibilité des intrants. Le Mali a discuté de la mobilisation des fonds nationaux et des stratégies pour atteindre les adolescents en milieu difficile, notamment en milieu carcéral, tout en intégrant des unités pour la jeunesse dans le système de santé. Le Niger s'efforce d'adapter ses programmes de santé reproductive à ses réalités socio-culturelles, avec des réflexions en cours sur l'éducation sexuelle, encore que les programmes de santé d'éducation SR/PF dans les classes primaires et secondaires ont été suspendus.



Les défis logistiques, notamment dans les zones éloignées ou en crise, sont communs aux trois pays. Chaque pays développe des stratégies spécifiques telles qu'une chaîne d'approvisionnement unique pour le Niger ou le recours aux commerçants privés au Mali. Les discussions ont souligné l'importance du plaidoyer, de la collaboration entre OSC et de l'implication des jeunes pour pérenniser et élargir l'accès aux services.

Le Togo, la Guinée et la Côte d'Ivoire ont mis en avant leurs réussites, défis et stratégies en matière de PF. Le **Togo** prévoit une augmentation de la ligne budgétaire allouée à la PF. Les succès du pays par rapport à la PF reposent sur l'engagement des parties prenantes et la gratuité des services, mais la gestion des rumeurs demeure un défi. Quant à la **Côte d'Ivoire**, leur succès est soutenu par une volonté politique exprimée à travers l'engagement d'allouer 2,5 milliards Fcfa annuellement à la PF. Cependant, la lenteur des décaissements et les ruptures d'intrants posent problème. Des campagnes de changement social et des stratégies innovantes sont prévues pour accélérer les progrès. Et enfin la **Guinée** envisage de progresser sur l'intégration de la PF dans les centres de santé malgré un financement limité. Les efforts se concentrent sur la qualité des services, la communication comportementale et l'engagement des OSC pour mobiliser des ressources et améliorer l'accès.

Collaboration entre acteurs de la société civile jeunes et seniors

Pour tendre vers une inclusion formelle des jeunes dans les instances décisionnelles et veiller à leur accompagnement continu par les seniors, en plus de créer des



synergies durables et fonctionnelles entre OSC pour relever les défis communs, la RAPO a mis autour de la table jeunes et seniors.

D'emblée, il a été reconnu lors des échanges que les jeunes apportent innovation, créativité et accès à l'information sur la SR/PF aux communautés difficiles d'accès, tandis que les seniors offrent expertise et encadrement. En ce sens, des initiatives comme la formation, les partenariats stratégiques et l'utilisation des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) renforcent l'impact des OSC jeunes.

Des défis ont été relevés et des solutions proposées. Il s'agit notamment de la faible implication des jeunes dans la prise de décision qui est constamment revenue, les inégalités dans la répartition des budgets (20-25% pour les jeunes) et le manque de ressources financières et organisationnelles. En ce sens, il a été proposé de penser à des modèles de co-direction, prioriser le renforcement des capacités des OSC jeunes, faire un financement ciblé aux jeunes et mettre en place des mécanismes de dialogue intergénérationnel pour une collaboration durable.

Il a été également recommandé aux partenaires d'allouer des budgets spécifiques afin de développer les compétences des organisations de jeunes et aux jeunes de s'adapter aux exigences des bailleurs pour prétendre à une répartition équitable des ressources. Le modèle de co-direction et les initiatives locales comme le Mouvement d'Action des Jeunes (MAJ) ont été cités comme des exemples inspirants.



Les jeunes font face à des obstacles administratifs, tels que l'incapacité à obtenir des récépissés pour formaliser leurs organisations. Cependant, leur leadership et engagement sont soutenus par des agences de financement et des formations adaptées."

Reyhanath Toure

Jeune Leader - Togo

Ma vision, c'est une collaboration où les jeunes participent pleinement aux processus décisionnels, soutenus par un accompagnement organisationnel des seniors."

Imam Harouna Koné

Président de l'Alliance Régionale des Religieux de l'Afrique de l'Ouest (ARAO) - Côte d'Ivoire











Repositionnement de la Recherche dans les engagements des pays

La session sur la recherche a commencé par une vidéo présentant les valeurs et missions de l'UCPO, ainsi que le parcours de recherche de la communauté du PO et trois mots clés ont émergé de la session : programmation, collaboration et utilisation des moyens disponibles.

Durant les échanges, la recherche en santé sexuelle et reproductive a été soulignée comme essentielle et l'accent a été mis sur l'expérience des jeunes dans le processus de prise d'engagement, révélant que des renforcements de capacités ont été



réalisés pour les aider à mieux comprendre les enjeux. Quant à l'UNFPA, elle finance des études dans plusieurs pays pour avancer vers les objectifs de développement. Des évaluations régulières sont réalisées pour suivre les programmes et l'approche participative est privilégiée.

Le bailleur a besoin de données pour être convaincu du retour de son investissement Toutefois, des défis ont été relevés et ils tournent autour de l'accessibilité aux données désagrégées en raison des coûts élevés de collecte, ainsi qu'un manque de financement pour la recherche. Rappelant que le bailleur a besoin de données pour être convaincu du retour de son investissement, il a été fortement recommandé lors de cette session que les jeunes soient impliqués

dès la conception des programmes pour mieux répondre à leurs besoins et les décideurs impliqués dès le départ dans l'identification des besoins de recherche comportementale pour leurs pays.

Enfin, les participants ont sollicité d'avantage d'efforts de la part des chercheurs pour que les résultats de leurs recherches soient accessibles et digestes notamment pour les communautés locales. Autrement dit, la recherche ne doit pas être détachée de sa cible.



Parlons cash : Impact de la géopolitique sur les financements DSSR/PF

La géopolitique influence fortement les financements dédiés à la santé sexuelle et reproductive (SSR) et à la planification familiale (PF). L'émergence de politiques conservatrices sur la scène internationale entraîne une réduction des fonds internationaux, mettant en péril les programmes SSR. Au regard de l'importance de ce sujet, des professionnels de la SR/PF ont débattu sur ce sujet autour d'une session facilitée par le directeur régional de Propel Health, Modibo Maiga.

Relevant dans les échanges que la géopolitique modifie les rapports en matière de financement, les panélistes ont invité les acteurs à apporter des réponses endogènes et résilientes pour pallier la dépendance aux financements externes.

Ils suggèrent également aux acteurs de se tourner vers la recherche de financements innovants via des partenariats public/privé, de prioriser les services essentiels comme la PF et d'impliquer les communautés pour garantir la durabilité des interventions.

Enfin, les panélistes ont recommandé la promotion d'une approche multisectorielle (économie, santé, finance) pour la mobilisation de ressources et le maintien des indicateurs positifs de SSR. Cette approche devra intégrer la PF dans les priorités de développement en veillant toujours à un plaidoyer multipartite impliquant OSC, bailleurs de fonds et gouvernements pour mobiliser des ressources endogènes.



Les financements internationaux diminuent et les budgets nationaux restent sous-exploités."

Lydia Saloucou

Pathfinder

Le concours de plaidoyer en images...

Pour la 3^{ème} édition du concours de plaidoyer des jeunes du Partenariat de Ouagadougou, l'UCPO a reçu plus de cinquante candidatures.

Les six organisations demi-finalistes étaient: l'Association des Étudiants en Médecine du Burkina Faso, New World du Bénin, Club des Jeunes Filles Leaders de la Guinée, Mouvement d'Action des jeunes de l'AMPPF du Mali, Association des Jeunes au Services de Rosso de la Mauritanie, Alliance Nationale des Jeunes pour la SR/PF du Sénégal.

La RAPO 2024 a été l'opportunité de présenter à la communauté leur message de plaidoyer pour améliorer l'accès des jeunes aux services de planification familiale (PF) en contexte de crise humanitaire.

En images, ce bel événement des jeunes du PO.























En route vers ICFP 2025...

Durant cette RAPO, une session hybride de deux heures a été consacrée à la <u>Conférence</u> <u>Internationale sur la Planification Familiale</u> (International Conference on Family Planning, ICFP en anglais).

Elle visait à informer et à susciter des discussions autour de thèmes clés liés à l'ICFP 2025 dont le thème principal est « L'équité par l'action : faire progresser la santé et les droits sexuels et reproductifs de chaque personne ». La communauté du PO a eu le cadre pour discuter de ses attentes, opportunités et barrières liés à sa participation à cet évènement mondial. Parmi les questions d'intérêts, figuraient la participation des jeunes et la représentativité locale notamment les chercheurs, jeunes, chefs religieux, défenseurs, porte-paroles des communautés marginalisées etc.

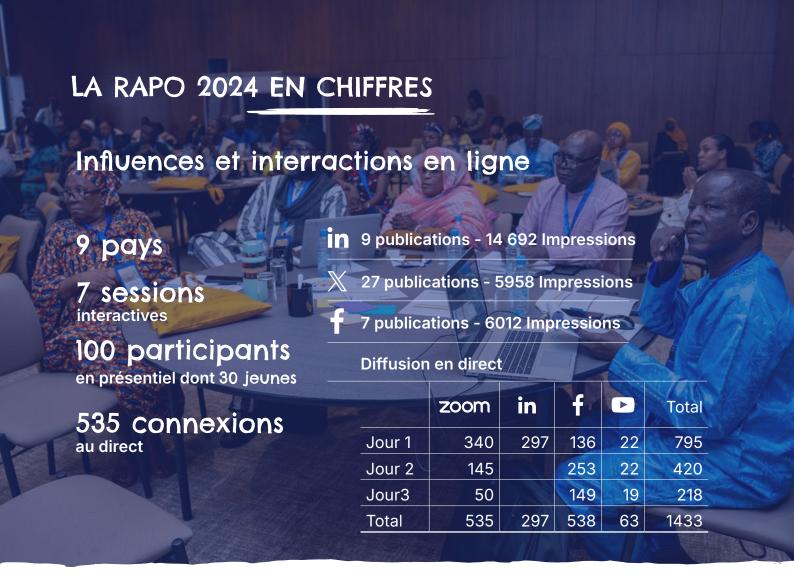
Des inquiétudes ont été exprimées concernant la barrière linguistique rencontrée par les francophones durant les sessions en anglais lors des précédentes conférences. De son côté le comité de l'ICFP a assuré son engagement pour faciliter la participation active et la visibilité de la communauté francophone tout en les encourageant à un maximum de résumés avant la date butoir du 19 avril 2025.











CONCLUSION

À l'instar des précédentes années, la RAPO 2024, même en format réduit, a été riche d'interactions. Elle a offert aux pays un large cadre pour discuter des progrès et préoccupations majeurs, des partenariats construits et des opportunités à saisir pour relever les défis.

Au terme de la réunion, la communauté du PO et ses partenaires se sont accordés sur la nécessité d'accélérer les efforts pour atteindre les objectifs 2030 et ce, dans un environnement global en constant changement politique. Pour cela, elle continuera de s'appuyer sur une collaboration entre les parties prenantes centrée sur les priorités nationales.

Désormais, elle comptera aussi sur les données probantes fournies par les instituts de recherche qu'elle utilisera pour soutenir le changement politique positif à travers le plaidoyer de haut niveau et les processus de planification stratégique.

